



Commission Exécutive

Mardi 14 mai 2024

Rapport introductif

Camarades,

Ces jours derniers, les médias nous montrent comment les dirigeants de l'état d'Israël soutenus, par ceux des grands pays impérialistes, dont la France, piègent plus d'un million de palestiniens amassés dans la ville de RAFAH au Sud de la bande de Gaza. Femmes, enfants, personnes âgées, malades, laissés sans soins, sans nourriture, sans eau potable, sans toit, depuis 8 mois déjà, sont depuis le lundi 6 mai sous les bombes et aussi les chars et l'artillerie de Tsahal, l'armée israélienne.

L'armée a commencé son offensive dans cette ville du sud de Gaza pour se venger des massacres meurtriers du 7 octobre 2023 commis par les combattants du Hamas,

Dans la guerre de l'état d'Israël contre les Palestiniens qui s'éternise depuis plus de 75 ans, les grandes puissances impérialistes appuient l'état d'Israël qui joue le rôle de gendarme dans cette région du Moyen orient, riche en pétrole et autres richesses. Les dirigeants de ces pays, Biden en tête, mais aussi l'anglais, Sunak ou le français Macron, font mine de jouer les diplomates. Biden menace même de stopper l'approvisionnement d'Israël en armes. Quant à Macron, il a l'ambition de négocier une trêve des armes pour la période des jeux olympiques, en cherchant le concours du président chinois, Xi JinPin.

Pendant ce temps, les « foyers » de guerre, ou les « tensions guerrières », comme cela est dit pudiquement et surtout hypocritement, dans les médias, continuent d'être aussi violents de par le monde, aussi meurtriers et dévastateurs pour des centaines de milliers, voire des millions de personnes.

La guerre russo-ukrainienne où les grandes puissances impérialistes se mesurent avec la Russie du chef des oligarques, Poutine, ne semble pas prête de se terminer. D'autant qu'elles font la guerre avec la peau des ukrainiens ou des soldats russes.

Confédération Générale du Travail de la Martinique

Porte 2, Maison des Syndicats, Boulevard du Général de Gaulle, 97200, Fort de France

Tél. : 0596 70 57 17 ; Télécopie : 0596 63 80 10 // Internet : <http://www.cgt-martinique.fr> // mél : cgtm.972@orange.fr

En Afrique, la guerre s'éternise au Soudan, au Congo également. Il y a une guerre sanglante et une situation de famine au Yémen. Etc.

A nos portes, en Haïti, des milliers de personnes sont victimes des gangs lancés comme des furies pour violer, rançonner, tuer une population, pour la terroriser et la réduire à la misère ! Ces gangs sont nés du soutien des gros bourgeois et de leurs suppôts de France, des Etats unis, du Canada pour pouvoir faire des hyper-profits en extorquant une plus-value maximum des travailleurs de ce pays. Un gouvernement fantoche dit de transition jusqu'à d'hypothétiques élections, a été mis en place avec l'assistance des Etats Unis. Mais la population pauvre, elle, ne peut que compter sur ses propres forces pour se sortir de ce guêpier macabre !

Au nom des intérêts des grands groupes capitalistes, les Total Energy, BNP et autres Exxon, les puissances impérialistes sont sur le pied de guerre pour se répartir les richesses. Ils ne trompent personne lorsqu'ils font mine de jouer aux DEMOCRATES. Ils sont sur leurs gardes !

On le voit lorsque ses dirigeants envoient leurs forces de police face aux jeunes des universités de New-York, de Los Angeles, qui manifestent en soutien au peuple palestinien. C'est le cas aussi en France dans certaines écoles de Sciences Po. Ces dirigeants s'affolent de peur que la contestation contre la guerre s'étende ! C'est pourtant, disons-le, un espoir !

La situation économique et financière découlant de ce système capitaliste et de ses guerres permanentes est lui aussi en crise. Le commerce international ralentit. Les états, au service des plus riches, n'hésitent pas à couper dans les budgets sociaux pour développer une économie de guerre dont les bénéfices sont sonnants et trébuchants pour toute une partie de la grande bourgeoisie.

Voilà camarades, les grands traits de la situation internationale dans laquelle nous vivons. Elle peut encore s'aggraver et aller vers une guerre de plus grande ampleur ! Il est nécessaire pour nous travailleurs de la comprendre car ses répercussions sur les populations et spécialement sur nous travailleurs sont importantes.

En Europe, et particulièrement en France, la période à venir sera aussi marquée par les élections des députés européens. Créé depuis environ 60 ans pour élargir le marché des grands groupes capitalistes, le parlement européen est une chambre dans laquelle sont votées les lois en faveur de leurs intérêts. Il est probable qu'on assiste cette année à une montée des voix en faveur de candidats de l'extrême droite et des nationalistes. La voix

représentant les intérêts des travailleurs lorsqu'elle arrive à s'exprimer dans l'un des pays est très peu audible.

En France, au-delà des escarmouches entre parlementaires, Macron et son gouvernement continuent de mettre en place les réformes sociales favorables au patronat, sous prétexte d'assainissement des caisses de l'Etat. Il s'agit bel et bien de nouvelles attaques sociales. Rappelons ce qu'a déclaré Bruno Le Maire le 8 janvier 2024, en présentant ses vœux aux acteurs économiques (comprendre aux patrons) : « ***Ce que nous avons accompli est considérable, mais soyons lucides, ce qui nous reste à accomplir est encore plus important. Les décisions que nous avons prises et celles qui nous restent à prendre sont difficiles. Nous ne reculerons pas devant la difficulté de ces décisions*** ». Fin de citations.

Lors de notre précédente Commission Exécutive, nous avons détaillé ces attaques engagées alors que les dividendes distribués aux actionnaires ont explosé en 2023.

Pour réaliser **30 milliards d'économies en 2024 et 2025** de nouvelles offensives sont en cours ou en préparation disons-nous dans le tract CGTM du 1^{er} mai 2024 :

- Nouvelles attaques sur le **droit à la retraite** et **son mode de calcul**.
- Augmentation des **franchises sur les médicaments**
- Nouvelle **diminution des allocations** versées aux chômeurs.
- **Instauration d'une taxe « lapin »** pour un rendez-vous non honoré chez le médecin
- **Allongement du délai de carence** pour les travailleurs du secteur privé afin que les indemnités de la Sécurité sociale ne soient versées qu'après six ou sept jours au lieu de trois.
- Loi visant à **restreindre le droit de grève dans les transports** aux heures de pointe (cheminots et autres)
- Revenir sur le **crédit d'impôt** dans le secteur des **Aides à la Personne**, pour réaliser entre 300 millions et un milliard d'économies.
- **Attaque contre le statut de fonctionnaire**, avec notamment la possibilité de licencier plus facilement.

Sur le plan local, les récents chiffres de l'inflation montrent ce que toutes nos familles subissent en allant faire les courses. Une inflation de près de 10% qui touche les produits alimentaires et qui devrait se poursuivre, nous annonce-t-on ! Avec des salaires qui restent bloqués ou qui augmentent si peu, ce n'est plus possible !

En dehors de ces attaques antipopulaires, les gouvernants affinent leurs lois et leurs juridictions répressives. Cela a été le cas en France contre un militant CGT condamné pour avoir soutenu le peuple palestinien, soi-disant pour « *apologie du terrorisme* ». C'est le cas en Martinique contre les militants anti-chlordécone ou encore dans l'affaire Pinto et de ses terres spoliées. Après avoir été incarcéré durant plusieurs mois, Pinto a fini par être libéré tout en étant sévèrement condamné.

Dans le camp d'en face, celui du grand patronat, cela semble aller va plutôt bien ! On peut en juger à la cavalcade permanente des grandes surfaces, notamment entre le groupe GBH, et autres SAFO. Les vendeurs de voitures aussi se portent bien ! Mais pour l'instant, nous travailleurs, nous continuons à encaisser les coups.

Il n'y a pas de réaction collective, et encore moins de riposte. Nous n'étions pas présents en nombre lors de la dernière manifestation collective du 1^{er} mai.

Mais la colère est bien présente et elle gronde parfois.

Cela a été le cas les semaines dernières dans certains hôpitaux. Aux Urgences de PZQ où les agents de nuit ont exigé de meilleures conditions de sécurité. Et aussi aux Urgences psychiatriques de Mangot Vulcin, où les camarades se sont mis en droit de retrait.

Alors Camarades, nous le savons tous. Face aux attaques gouvernementales et patronales, il nous faut « filer nos outils ».

Nous en aurons l'occasion, cela est certain dans la prochaine période. Il nous faudra être présents aux côtés des salariés des petites entreprises de moins de 10 salariés lors de la campagne pour les élections des représentants des salariés des TPE (très petites entreprises) qui se dérouleront.

C'est ce qu'on fait nos camarades des Vedettes Tropicales qui, le 6 avril dernier, ont arraché un accord à leur direction ainsi qu'à Martinique Transport, après 42 jours de grève. BEL WOULO BRAVO BA YO!

Oui Camarades ! Nos syndicats subissent les contrecoups de la situation générale et on a parfois l'impression de ramer à contrecourant. Mais les vents favorables reviennent aussi !

Il nous faut renforcer nos rangs, nos syndicats et nos sections, amener des jeunes à nous rejoindre, et à avoir confiance dans nos luttes syndicales quotidiennes ou plus importantes, dans la lutte de classe.

Merci de votre écoute.